



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Valérie Cops, Pascale Despineto,
Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent
Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc
Vandame, Suzanne Coopmans, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer,
Frédéric Lambin, André Decourrière, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christophe Magdalijs, *Bourgmestre f.f.* ;
Christian Coppens, *Échevin(e)* ;
Bernard Noel, Véronique Jamouille, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.02.15

#Objet : Règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations. - Approbation des modifications prévues pour l'année 2015.#

Séance publique

Prévention

LE CONSEIL,

Depuis 2009, dans le cadre du subside "Sommets Européens" octroyé à la Commune d'Auderghem, des primes sont proposées en vue d'encourager les ménages auderghemois à sécuriser leurs habitation dans le cadre de la lutte contre le cambriolage ;

Vu qu'un règlement avait été mis en place en collaboration avec d'autres communes bruxelloises et en partenariat avec la police d'Auderghem, et ensuite approuvé par le conseil communal en date du 28 janvier 2010 ;

Vu que ce règlement a fait l'objet de plusieurs modifications au terme de chaque année d'application afin de l'adapter au mieux aux réalités rencontrées ;

Il est proposé de renouveler ce règlement pour l'année 2015, moyennant à nouveau certains aménagements :

- Hausse des forfaits de revenu imposable globalement (non indexés l'année passée) sur base des chiffres du SDRB.
- La composition de ménage est toujours sollicitée, couplée à une attestation sur l'honneur indiquant toutes les personnes intégrées au ménage, bénéficiant de revenus professionnelles ou non ;
- Il n'est plus sollicité de verser au dossier le rapport de visite préalable aux travaux de sécurisation, au vu du caractère confidentiel de celui-ci. La visite avant les travaux de sécurisation demeure obligatoire mais le rapport y relatif ne doit pas être transmis (données confidentielles). Le Conseiller en Prévention vol se charge de cette vérification et en fera état dans son rapport de contrôle.
- Seule dérogation proposée en cas d'absence de visite préalable aux travaux effectués : un cambriolage, ou une tentative avérée. Un numéro de procès-verbal sera alors demandé au particulier.
- Les particuliers ne sont pas toujours capables de fournir un avertissement extrait-de-rôle permettant de

vérifier les conditions de revenus, principalement pour les employés au sein de la Communauté européenne. Dans cas, il sera alors sollicité, pour ces cas particuliers, de fournir une attestation présentant l'ensemble des revenus sur l'année.

- Enfin, il est précisé la mention et le format d'une facture qui aurait été acquittée en liquide.

Vu que le budget communal prévoit un montant de 10.000 € - 300/33101 - pour l'octroi de primes à la sécurisation des habitations contre le cambriolage pour l'année 2015 ;

Vu que les modifications apportées au règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations a été soumis au Collège échevinal en date du 27 janvier 2015 :

DECIDE :

d'approuver les modifications prévues pour l'année 2015 au sein du règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations, joint à la présente.

Règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations 2015

Article 1 – Budget et délais

Dans les limites des crédits disponibles au budget, et sous réserve de l'octroi de subsides à la commune par le Ministère de l'Intérieur, le Collège des Bourgmestre et Echevins a la possibilité d'attribuer une prime à la sécurisation des habitations et à la protection contre les cambriolages pour le citoyens ayant réalisé des investissements dans le courant de l'année d'exercice budgétaire en cours.

Les demandes d'octroi de primes peuvent être introduites à partir de la date d'entrée en vigueur et de publication du règlement.

Les dossiers de demande peuvent être introduits jusqu'au 30 novembre de l'année durant laquelle les travaux ont été réalisés, sous réserve du budget disponible.

Cette prime est octroyée suivant l'ordre chronologique d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits prévus.

Article 2 – Définitions

§1. Par le mot « prime » il faut entendre le montant remboursé par la commune d'un pourcentage des frais avancés par le citoyen pour l'achat et l'installation de moyens destinés à assurer la protection de son habitation contre le cambriolage.

Le montant des primes et le maximum autorisé sont prévus à l'article 4.

§2. Par le mot « habitation », il faut entendre tous les appartements, maisons ou biens immeubles situés sur le territoire communal et utilisés à des fins privées ou semi-privées.

Sont exclues toute habitation destinée uniquement à une activité commerciale, industrielle, administrative ou professionnelle.

§3. Par le mot « ménage », la liste des demandeurs bénéficiaires concernés sont présentés à l'article 3 du présent règlement.

Article 3 - Demandeur et bénéficiaire

- La prime est exclusivement octroyée à un particulier (occupant, locataire, propriétaire) à la condition que le bien pour lequel la prime est sollicitée soit situé sur le territoire d'Auderghem ;
- Condition de revenus :
 - • Au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 59.311,68 € ;
 - • Avec 1 personne à charge, au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 64.846,87 € ;
 - • Avec 2 personnes à charge, au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 67.615,09 € ;

- • A partir de 3 personnes à charge, par personne supplémentaire, le revenu imposable de 67.615,09 € est augmenté de 2.768,22 €. Le montant imposable obtenu ne peut dès lors être dépassé ;

Une composition de ménage et une attestation sur l'honneur mentionnant les noms des personnes faisant partie du ménage bénéficiant de revenus professionnels ou non, devra être transmise.

Les revenus imposables de l'entièreté du ménage seront pris en compte dans le cadre de la condition de revenus à ne pas dépasser.

Dans le cas où il n'est pas possible de produire un avertissement extrait-de-rôle, il sera toutefois nécessaire de fournir tout document – que l'employeur est tenu de transmettre - attestant et présentant un détail du revenu professionnel annuel perçu.

- La prime sera attribuée à la personne ayant réalisé effectivement l'investissement. Son nom et l'adresse du bien devront être clairement stipulés dans le dossier introduit pour la demande de prime (voir article 7).
- La demande de prime ne pourra être introduite et attribuée qu'une seule fois par année pour le même logement. Si deux demandes sont introduites pour un même bien dans la même année, seule la première demande sera prise en considération.

Article 4 – Montant de la prime

La prime s'élèvera à 50 % de la somme réellement investie (frais d'achat et d'installation) avec un maximum plafonné à 300 euros par habitation.

Article 5 – Mesures de sécurisation et conseiller en prévention vol

§1. Mesures prises en considération :

Les mesures doivent contribuer à la protection de l'habitation dans sa globalité et diminuer les risques objectifs de cambriolage, démontrant un caractère de sécurisation évident et concret.

§1.1. Tous les accès de l'habitation doivent être pris en considération afin d'évaluer les risques d'être cambriolés (portes, fenêtres, garages, soupiraux, jardins...).

§1.2. Seules les mesures d'ordre organisationnel, mécanique, électrique ou électronique, sous-tendant une réelle protection et une sécurisation objective, seront prises en compte pour l'octroi de la prime, à l'exception des mesures technologiques de type systèmes d'alarme électroniques ou de vidéosurveillance qui ne pourront faire l'objet d'une demande de prime.

§1.3. Les investissements relatifs à la sécurisation des habitations ne seront pris en considération dans le cadre de la prime communale que s'ils ont pour objet la fourniture et le placement des éléments de façade retardateurs d'intrusion suivants :

- Vitrage retardateur d'intrusion (verre feuilleté, vitrage sécurité).
- Systèmes de sécurisation/renforcement pour portes, fenêtres, volets, portes de garage, coupoles, fenêtres de toiture, soupiraux et barrières comme les serrures de sécurité, les verrous de sécurité, les entrebâilleurs, quincaillerie de sécurité pour châssis ou porte.
- Portes sécurisées et blindées (habitation, garage).
- Eclairages et/ou détecteurs de mouvement et/ou avec minuterie évoquant une présence au sein de l'habitation.

§2. Visite à domicile du conseiller en prévention vol :

§2.1. Tout citoyen qui le souhaite peut requérir l'avis d'un agent de la Zone de Police 5342 agréé par le

SPF Intérieur en vue de bénéficier de conseils en matière de technoprévention. Cet avis doit faire l'objet d'une visite du bien concerné.

§2.2. L'avis du conseiller en prévention vol se limite à des recommandations sur les mesures à prendre et qui entrent en ligne de compte pour l'octroi de la prime, en listant les points d'intervention prioritaires compte tenu de l'habitation dans sa globalité et de tous ses accès.

§2.3. Dans le cas d'une demande de prime, il est **obligatoire** de solliciter cet avis **avant de réaliser les travaux**, que les travaux soient réalisés par le particulier lui-même ou par un fournisseur extérieur. Un rapport de visite est transmis au particulier.

Dans la situation où aucune visite préalable aux travaux de sécurisation n'aurait été réalisée par le Conseiller en prévention vol, la prime ne pourra pas être octroyée, à l'exception de la circonstance particulière suivante : l'habitation aura fait l'objet d'un cambriolage effectif et/ou d'une tentative d'intrusion au sein du domicile.

Dans les 2 cas, cette circonstance doit être avérée par un passage des services de police (numéro de pv du dépôt de plainte à fournir).

Ensuite, une visite de contrôle, autrement dit après réalisation des travaux de sécurisation, **doit également et obligatoirement être prévue** afin de constater l'effectivité, la conformité, la pertinence et l'efficacité à limiter ou diminuer les risques de cambriolage, en fonction des priorités d'intervention établies et repérées par l'agent au niveau de l'habitation.

Au terme de cette visite, l'agent agréé rédige un rapport de contrôle indiquant si le bien est suffisamment sécurisé. Ce rapport devra nécessairement être annexé au dossier de demande de prime, cet avis étant déterminant au niveau technique pour les suites à donner au dossier.

Toute demande de visite, avant et après travaux, auprès du Conseiller en Prévention vol se fait par prise de contact directement avec la Maison de la Prévention qui se chargera de transmettre la demande au Conseiller (02/648.14.40), ou via inscription directe sur le site Internet www.besafe.be.

§2.4. Un demandeur qui tient compte de la liste de priorités déterminée par le conseiller en prévention vol dans le cadre des travaux qu'il réalise, diminue fortement le risque de se voir refuser la prime de sécurisation, contrairement au demandeur qui déciderait de ne pas en tenir compte. Cela sous réserve de répondre effectivement aux autres conditions stipulées dans le présent règlement.

Article 6 - Procédure d'octroi de prime

§1. La Maison de la Prévention centralise les demandes d'octroi de prime et réalise le contrôle administratif des dossiers introduits. Un registre de demandes sera tenu en fonction de la date de réception des dossiers.

Un avis positif ou négatif est rédigé sur base des pièces fournies par le demandeur.

Les documents nécessaires en vue de constituer le dossier de demande sont présentés à l'article 7.

§2. Tout dossier introduit est présenté au Collège échevinal qui décide de l'attribution ou non de la prime, sur base des avis rendus par la coordination administrative et financière de la Maison de la Prévention, et par le conseiller en prévention vol.

§3. Dans le cas d'une décision favorable, le suivi du paiement de la prime fixée est assuré par la Maison de la Prévention auprès du service des finances de l'administration communale, selon un délai de paiement de 30 jours à dater de la réception de la décision du Collège échevinal. Toute décision défavorable est portée à la connaissance du demandeur et devra être justifiée.

§4. Les dossiers de demande doivent être introduits au plus tard le 30 novembre de l'année durant laquelle les travaux ont été réalisés.

Cette prime est octroyée suivant l'ordre chronologique d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits prévus.

§5. Les dossiers incomplets ne seront pas pris en compte.

Article 7 – Constitution du dossier

7.1. Le dossier complet de demande doit impérativement être adressé par lettre recommandée à Madame Séverine Dohet, Maison de la Prévention, avenue Henri Schoofs, n°1 à 1160 Bruxelles ;

7.2. La facture d'achat originale (ou certifiée conforme par l'agent agréé de la Zone de police 5342) d'installation et/ou du matériel prouvant la réalisation des travaux ;

Cette facture, pour être recevable, doit impérativement mentionner :

1. L'adresse à laquelle les travaux ont été réalisés ;
2. Les nom et prénom du bénéficiaire des travaux ;
3. La date (jour/mois/année) à laquelle les travaux ont été effectués ;
4. La date de facturation ;
5. Le travail qui a été réalisé et/ou présentation du produit qui a été fourni (exemple : placement d'une porte-blindée de type x) ; La facture ne peut mentionner que des travaux/matériaux liés directement à la sécurisation du bien et doit présenter un détail de ceux-ci.
6. Un numéro ou une référence de facture ;
7. Une mention précisant si le paiement a été effectué en liquide, et si ce paiement a couvert partie ou l'entièreté du montant, avec signature et/ou cachet du fournisseur ayant réalisé les travaux ;
8. Le montant total facturé, TVAC.

Dans le cas de travaux effectués par le particulier lui-même, la facture relative aux achats du matériel pour la réalisation des travaux ne nécessitent pas les points 7.2.1, 7.2.2 et 7.2.3.

Plusieurs factures peuvent être présentées dans un même dossier de demande si plusieurs travaux ont été réalisés au sein du même bien endéans la même année.

Elles resteront soumises aux mêmes conditions présentées dans le présent règlement : conditions d'octroi (revenus, année, lieu), montant de la prime plafonné, mesures concernées par les travaux, avis du conseiller en prévention vol, recevabilité des factures et preuves de paiement.

Attention, l'ensemble des factures doivent être introduites dans le même dossier pour être prises en compte (dossier complet).

7.3. La(es) preuve(s) de paiement :

- Montant du paiement ;
- Date de paiement ;
- Nom et prénom du mandataire du paiement ;
- Destinaire du paiement (numéro de compte et dénomination précise).

Par preuve de paiement, il faut entendre un document d'une institution financière prouvant que le compte personnel du requérant a bien été débité.

Dans le cas d'une facture acquittée en liquide pour le montant total, la mention 'acquittée' avec cachet et signature du fournisseur se rajoute à la liste en point 7.2.

Si le paiement a été effectué en plusieurs versements, l'ensemble des preuves de paiement doit être présenté dans le dossier, le montant payé devant correspondre au montant facturé.

Dans le cas de travaux effectués par le particulier lui-même, la preuve de paiement relative aux achats du matériel peut se présenter sous forme de ticket de caisse ou de facturation.

7.4. Le rapport de contrôle transmis par le Conseiller en prévention vol fourni suite à sa dernière visite après réalisation des travaux. Le rapport de contrôle remet un avis sur base du constat d'effectivité et de conformité des travaux quant à la sécurisation du bien.

7.5. L'avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques et taxes additionnelles complet

de l'année en cours, ou le plus récent en possession du demandeur ;

Les revenus imposables de l'entièreté du ménage seront pris en compte dans le cadre de la condition de revenus à ne pas dépasser (voir article 3).

Dans le cas où il n'est pas possible de produire un avertissement extrait-de-rôle, il sera toutefois nécessaire de fournir tout document – que l'employeur est tenu de transmettre - attestant et présentant un détail du revenu professionnel annuel perçu.

7.6. Une attestation sur l'honneur mentionnant toutes les personnes faisant effectivement partie du ménage – qu'elles bénéficient d'un revenu professionnel ou non -, ainsi qu'une composition de ménage mentionnant toutes les personnes à charge.

7.7. Un accord écrit du propriétaire du bien concernant les travaux de sécurisation réalisés dans l'habitation, dans la mesure où c'est le locataire qui effectue les travaux en question. Un modèle de document-type est disponible sur demande auprès de la Maison de la Prévention, auprès du Conseiller en Prévention vol ou encore, téléchargeable sur le site Internet de l'administration communale d'Auderghem.

7.8. Les nom, prénom, domicile et numéro de compte sous format IBAN de la personne ayant réalisé effectivement l'investissement ainsi qu'un document attestant du lien entre le demandeur de la prime (donc le particulier ayant introduit le dossier de demande) et le bien immeuble concerné par la prime.

Article 8 - Contrôle et fraude

Le contrôle de l'utilisation de la prime est gouverné par la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Toute prime octroyée sur base d'une demande frauduleuse ou falsifiée sera récupérée, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires.

Article 9 – Tutelle

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par l'autorité de la tutelle.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 février 2015

Le Secrétaire communal,
Par délégation,
Le chef de service

Le Bourgmestre f.f.,
Par délégation,

Jean Noël

Bruno Collard



BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

- Aanwezig** Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Valérie Cops, Pascale Despineto,
Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent
Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc
Vandame, Suzanne Coopmans, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer,
Frédéric Lambin, André Decourrière, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.
- Verontschuldigd** Christophe Magdalijs, *Burgemeester d.d.* ;
Christian Coppens, *Schepen* ;
Bernard Noel, Véronique Jamouille, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.02.15

#Onderwerp : Reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak. - Goedkeuring van de wijzigingen voorzien voor het jaar 2015.#

Openbare zitting

Preventie

DE RAAD,

Gezien dat sinds 2009 in het kader van de toelage toegekend door het Ministerie van Binnenlandse Zaken aan de Gemeente Oudergem – Eurotop premies om de Oudergemse gezinnen aan te moedigen hun woning te beveiligen in het kader van de bestrijding tegen inbraak worden toegekend;

Gezien dat een reglement in samenwerking met andere Brusselse gemeenten en in partnership met de politie van Oudergem opgesteld werd en door de Gemeenteraad op datum van 28 januari 2010 goedgekeurd werd;

Gezien dat dit reglement aan het einde van elk jaar het voorwerp van verschillende wijzigingen uit maakte ;

Men stelt voor dit reglement met een paar nieuwe aangebrachte aanpassingen voor het jaar 2015 te vernieuwen ;

- Verhoging van de globale bedragen belastbaar inkomen (niet geïndexeerd verleden jaar) op basis van de cijfers van de GOMB.

- Een gezinssamenstelling gekoppeld aan een getuigschrift op eer en gewenten wordt nog steeds gevraagd en vermeldt al de personen die van het gezin deel uitmaken, of ze al dan niet over professionele inkomsten beschikken.

- Gezien het vertrouwelijk karakter wordt het verslag van huisbezoek voor aanvang van de werken niet meer bij het dossier gevoegd. Het voorafgaand huisbezoek blijft verplicht maar het verslag moet niet over gemaakt worden (vertrouwelijke gegevens). De adviseur in diefstalpreventie wordt belast met deze verificatie en zal in zijn controle verslag vermelden.

- De enige toegelaten derogatie in geval er geen voorafgaand huisbezoek aan de werken plaats vond is : een diefstal of een bewezen poging tot diefstal. In dit geval wordt eraan de particulier een nummer van proces-verbaal gevraagd;

- De particulieren kunnen niet altijd een uittreksel van hun belastingkohier om hun inkomsten te bewijzen voorleggen het betreft hier voornamelijk de bedienden van de Europese Gemeenschap. In dit bijzonder geval vraagt men een attest dat het geheel van hun jaarlijks inkomen vermeldt voor te leggen.
- Men verduidelijkt de vermelding en het formaat van een factuur dat in cash betaald werd.

Gezien dat de gemeente begroting een bedrag van 10.000 € - 300/33101 - voorziet voor de toekenning van premies voor de beveiliging van de woningen tegen inbraak voor het jaar 2015 ;

Gezien dat de wijzigingen aangebracht aan het reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak voor goedkeuring aan het Kollege van Burgemeester en Schepenen op datum van 27 januari 2015 voorgesteld werden;

BESLIST :

de wijzigingen voorzien vanaf het jaar 2015 aan het reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak gebracht goed te keuren.

Reglement inzake de aanmoediging van gezinnen om woningen te beveiligen en tegen inbraak te beschermen 2015

Artikel 1 – Budget en termijnen

Binnen de grenzen van de voorziene bedragen in de begroting en onder voorbehoud van de door het Ministerie van Binnenlandse Zaken toegestane toelagen aan de gemeente krijgt het College van Burgemeester en Schepenen de mogelijkheid een beveiligingspremie om woningen te beveiligen en tegen inbraak te beschermen bestemd voor de burger die in de loop van het begrotingsjaar investeringen uitgevoerd heeft toe te staan.

De aanvragen voor de toekenning van een premie kunnen vanaf de datum van toepassing en publicatie van dit reglement ingediend worden.

De dossiers met de aanvraag mogen tot 30 november van het jaar waarin de werken uitgevoerd werden en op voorbehoud van een beschikbaar budget ingediend worden.

Deze premie wordt volgens een chronologische volgorde van indiening van de aanvragen en tot uitputting van de voorziene kredieten toegestaan.

Artikel 2 – Definities

§1. Onder “premie” wordt verstaan: het door de gemeente terugbetaalde bedrag dat een percentage is van de kosten die de burger reeds heeft gemaakt voor de aankoop en de installatie van middelen om zijn woning tegen inbraak te beschermen.

Het bedrag van de premie en het maximale toegestane bedrag zijn voorzien in artikel 4.

§2. Onder “woning” wordt verstaan: alle appartementen, woningen of onroerende goederen, gelegen op het gemeentelijk grondgebied en gebruikt voor privé of semi-privé doeleinden.

Worden uitgesloten, al de woningen die uitsluitend voor commerciële, industriële, administratieve of beroeps activiteiten gebruikt worden.

§3. Door het woord ”gezinnen” wordt verstaan : de lijst met betrokken begunstigde aanvragers opgenomen in artikel 3 van huidig reglement.

Artikel 3 – Aanvrager en begunstigde

- De premie wordt uitsluitend aan een particulier toegekend (bezetter, huurder, eigenaar) op voorwaarde dat het goed waarvoor de premie aangevraagd wordt zich op het grondgebied van Oudergem bevindt;
- Inkomsten voorwaarden :
 - Aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de 59.311,68 € niet overschrijdt ;
 - Met één persoon ten laste, aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de 64.846,87 € niet

overschrijdt ;

- Met twee personen ten laste, aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de 67.615,09 € niet overschrijdt;
- Vanaf drie personen ten laste, per bijkomende persoon, het belastbaar inkomen van 67.615,09 € wordt met 2.768,22 € opgetrokken. Het bekomen belastbaar inkomen mag dan ook niet overschreden worden.

Een gezinssamenstelling en een getuigschrift op eer en geweten die de namen van de personen die deel uitmaken van het gezin en die over arbeidsinkomsten bezitten vermelden zal overgemaakt worden.

Het belastbaar inkomen van heel het gezin zal in acht genomen worden en dit in het kader van de niet te overschrijden inkomstenvoorwaarden.

In het geval het niet mogelijk is een uittreksel van het kohier van uitvoering voor te leggen zal het noodzakelijk zijn elk document - dat de werkgever verplicht is over te maken – dat getuigt van een jaarlijks detail van de geïnde professionele inkomsten voor te leggen.

- De premie zal aan de persoon die effectief de investering gedaan heeft toegewezen worden. Haar naam en het adres van het goed zullen duidelijk in het ingediende dossier tot aanvraag van een premie vermeld worden.
- De aanvraag voor een premie mag maar één maal per jaar voor dezelfde woning ingediend worden. Indien twee aanvragen voor hetzelfde goed in hetzelfde jaar ingediend werden zal alléén de eerste aanvraag in acht genomen worden.

Artikel 4 – Bedrag van de premie

De premie zal 50 % van het werkelijk geïnvesteerde bedrag (aankoop- en installatie kosten) met een maximum geplafonneerd op 300,00 € per woning bedragen.

Artikel 5 – Beveiligingsmaatregelen en adviseur in diefstalpreventie

§1. Maatregelen die in overweging genomen worden :

De maatregelen moeten tot de beveiliging van de hele woning bijdragen alsook de inbraak risico's verminderen dit alles zal op een duidelijke en concrete wijze van beveiligen duiden. §1.1. Al de toegangen tot de woning moeten in overweging genomen worden zodat men de risico's tot inbraak kan evalueren (deuren, vensters, garages, kelderopeningen, tuinen, ...).

§1.2. Alleen de organisatorische, mechanische, elektrische of elektronische maatregelen die een ware en objectieve beveiliging uitmaken zullen voor de toekenning van de premie in acht genomen worden, met uitsluiting van technologische maatregelen van het type elektronisch alarm of video bewaking systemen die niet het voorwerp van een aanvraag tot premie mogen uitmaken.

§1.3. In het kader van de gemeentelijke premie worden investeringen voor de beveiliging van woningen enkel in overweging genomen indien het gaat om de levering en de plaatsing van de volgende inbraak werende gevelelementen :

- inbraak werend glas (gelaagd glas, veiligheidsglas).
- beveiligingssystemen voor deuren, ramen, luiken, garagepoorten, koepels, dakramen, keldergaten en afsluitingen zoals veiligheidssloten, veiligheidsgrendels en kierstandhouders.
- veiligheidsdeuren en geblindeerde deuren (woning, garage).
- verlichting met bewegingsdetector en/of tijdschakelaar die een aanwezigheid in de woning weergeven.

§2. Huisbezoek van de adviseur in diefstalpreventie :

§2.1. Iedere burger mag indien hij het wenst het advies van een agent van de Politie Zone 5342 erkend door de FOV Binnenlandse Zaken met het oog raadgevingen op het gebied van techno-preventie in te winnen

aanvragen. Dit advies moet het voorwerp van een huisbezoek uitmaken.

§2.2. Het ingewonnen advies van de adviseur in diefstalpreventie zal zich tot aanbevelingen op de te nemen maatregelen die in aanmerking komen voor de toekenning van de premie door middel van een lijst met de interventie punten die voorrang krijgen beperken.

§2.3. In het geval van een premie aanvraag is het **verplicht** dit advies **voor de aanvang van de werken** aan te vragen evenwel de werken door de particulier zelf of door een leverancier uitgevoerd worden. Het verslag van huisbezoek wordt aan de particulier gegeven.

In het geval dat geen enkel voorafgaand huisbezoek voor de beveiligingswerken door de Raadgever in diefstalpreventie uitgevoerd werd zal de premie niet toegestaan worden, uitgezonderd in de volgende uitzonderlijke omstandigheid : de woning heeft het voorwerp uitgemaakt van een effectieve diefstal en/of een poging tot inbraak.

In beide gevallen zal deze omstandigheid door het bezoek van de politie bevestigd worden (het nummer van het proces-verbaal van aangifte zal afgegeven worden)

Vervolgens is een controle bezoek na de verwezenlijking van de beveiligingswerken tevens verplicht zodat men de werkelijkheid, de gelijkvormigheid, de toepasselijkheid en de doeltreffendheid om de inbraak risico's te beperken of te verminderen in functie van de door de agent vastgelegde en opgespoorde interventie prioriteiten wat de woning betreft.

Aan het einde van het huisbezoek zal de erkende agent een controle verslag dat vermeld of de woning voldoende beveiligd is opstellen. Het verlag zal bij het aanvraagdossier toegevoegd worden aangezien dit advies op technisch gebied bepalend is voor de te geven gevolgen aan het dossier.

Alle aanvragen tot bezoek voor de Raadgever in diefstalpreventie, voor of na de beveiligingswerken, moeten via contact name met het Preventiehuis (02/648.14.40) die de aanvraag aan de Raadgever zal overmaken of via rechtstreekse inschrijving op de website www.besafe.be gebeuren.

§2.4. Een aanvrager die in het kader van de werken die hij uitvoert met de lijst van prioriteiten opgesteld door de Raadgever in diefstalpreventie rekening houdt vermindert aanzienlijk het risico dat de beveiliging premie hem geweigerd wordt in tegenstelling tot de aanvrager die beslist er geen rekening mee te houden. Onder voorbehoud dat hij ook aan de andere voorwaarden in huidig reglement vermeld beantwoordt.

Artikel 6 – Procedure tot het verkrijgen van de premie

§1. Het Preventiehuis centraliseert de aanvragen van de premie en verwezenlijkt de administratieve controle van de ingediende dossiers. Een register met de aanvragen zal in functie van de datum van ontvangst van de dossiers gehouden worden.

Een positief of negatief advies wordt op basis van de door de aanvrager ingeleverde stukken opgesteld.

De nodige documenten voor het opstellen van het aanvraag dossier worden in artikel 7 vermeld.

§2. Het ingediende dossier wordt aan het Schepencollege voorgesteld die over de toekenning van de premie op basis van de adviezen gegeven door de administratieve en financiële coördinatie van het Preventiehuis enerzijds en de adviseur in diefstalpreventie anderzijds beslist.

§3. In het geval van een gunstige beslissing wordt de uitvoering tot betaling van de vastgestelde premie door het Preventiehuis bij de dienst financiën van het gemeentebestuur en dit volgens een betalingstermijn van 30 dagen te rekenen vanaf de datum van beslissing door het Schepencollege verzekert.

Elke ongunstige beslissing wordt ter kennis van de aanvrager gebracht en zal gemotiveerd zijn.

§4. De dossiers met de aanvragen moeten ten laatste op 30 november van het jaar waarin de werken uitgevoerd werden ingediend worden.

Deze premie wordt volgens een chronologische rangschikking van indiening van de aanvragen en tot uitputting van de voorziene bedragen toegekend.

§5. De onvolledige dossiers worden niet in aanmerking genomen.

Artikel 7 – Samenstelling van het dossier

7.1. Het volledige aanvraag dossier mag uitsluitend per aangetekend schrijven aan Mevrouw Séverine Dohet, Preventiehuis, Henri Schoofsiaan, nr1 te 1160 Brussel overgemaakt worden.

7.2. De originele aankoopfactuur (of door de erkende agent van de Politie Zone 5342 conform verklaard) voor installatie en/of van het materiaal die de verwezenlijking van de werken bewijst.

Het factuur om ontvankelijk te zijn moet imperatief vermelden :

7.2.1. Het adres waarop de werken uitgevoerd werden;

7.2.2. De naam en voornaam van de begunstigde;

7.2.3. De datum (dag/maand/jaar) waarop de werken uitgevoerd werden;

7.2.4. De datum van facturatie ;

7.2.5. Het werk dat uitgevoerd werd en/of de voorstelling van het geleverde product (bv. : plaatsing van een gepantserde deur van het type x) ; De factuur mag alleen werken/materialen die een rechtstreeks verband hebben met de beveiliging van de goederen vermelden en moet een detail van deze voorstellen.

7.2.6. Een factuur nummer of referte:

7.2.7. Een vermelding die preciseerd of de betaling in cash gebeurde en of deze betaling een deel of het geheel van het bedrag dekte, met handtekening en/of stempel van de leverancier die de werken uitgevoerd heeft;

7.2.8. Het totaal gefactureerde bedrag, BTW.

In het geval dat de werken door de particulier zelf uitgevoerd werden zal het aankoop factuur van de nodige materialen voor de verwezenlijking van de werken aan de punten 7.2.1, 7.2.2 en 7.2.3 niet moeten voldoen. Verschillende facturen mogen in hetzelfde dossier voorgesteld worden als alle werken in dezelfde woning tijdens hetzelfde jaar werden uitgevoerd.

Ze zullen aan dezelfde voorwaarden voorgesteld in huidig reglement moeten beantwoorden: toegestane voorwaarden (inkomen, jaar, woning), bedrag van de geplafonneerde premie, beveiligingsmaatregelen, advies van de raadgever in diefstalpreventie, ontvankelijkheid van de facturen en betalingsbewijzen. Opgelet, alle facturen moeten in hetzelfde dossier worden geïntroduceerd (volledig dossier).

7.3. De betalingsbewijs(en) :

- Bedrag van de betaling ;

- Datum van betaling ;

- Naam en voornaam van de opdrachtgever van de betaling ;

- Bestemming van de betaling (rekening nummer en juiste benaming).

Door betalingsbewijs verstaat men een document van een financiële instelling dat bewijst dat de persoonlijke rekening van de aanvrager gedebiteerd werd.

In het geval van een factuur dat voor het volledig bedrag cash geregeld werd, wordt de vermelding "voldaan" met stempel en handtekening van de leverancier aan de lijst in punt 7.2. bijgevoegd.

Indien het bedrag in meerdere betalingen uitgevoerd werd zullen al de betalingsbewijzen aan het dossier gevoegd worden en het betaalde bedrag moet met het gefactureerde bedrag overeenstemmen.

In het geval van werken die door de particulier zelf uitgevoerd werden mag het betalingsbewijs betreffende de aankoop van het materiaal zich onder de vorm van een kasticket of een factuur presenteren.

7.4. Het controle verslag overgemaakt door de adviseur in diefstalpreventie ten gevolge van zijn laatste bezoek na beëindiging van de werken; Het controle verslag geeft een advies wat de beveiliging van het goed betreft op basis van de effectiviteit en de gelijkvormigheid van de werken.

7.5. Het volledig bericht-uittreksel van de beurtrol in het kader van de personenbelasting en aanvullende belasting van het lopende jaar of de meest recente in het bezit van de aanvrager.

Het belastbaar inkomen van heel het gezin zal in acht genomen worden en dit in het kader van de niet te overschrijden inkomstvoorwaarden (zie artikel 3). In het geval het niet mogelijk is een uittreksel van het kohier van uitvoering voor te leggen zal het noodzakelijk zijn elk document - dat de werkgever verplicht is

over te maken – dat getuigt van een jaarlijks detail van de geïnde professionele inkomsten voor te leggen.

7.6. Een getuigschrift op eer en geweten dat elke persoon die effectief van het gezin deel uitmaakt – dat ze al dan niet over professionele inkomsten beschikt- alsook een gezinssamenstelling dat alle ten laste personen vermeldt.

7.7. Een schriftelijk akkoord van de eigenaar van het goed betreffende de beveiligingswerken in de woning in de mate dat het de huurder is die de desbetreffende werken uitvoert. Een model van het type-formulier is op aanvraag te verkrijgen bij het Preventiehuis, bij de adviseur in diefstalpreventie of is te downloaden op de website van het gemeentebestuur van Oudergem.

7.8. De naam, voornaam, adres en rekeningnummer IBAN formaat van de persoon die effectief de investering uitgevoerd heeft alsook een attest dat het verband tussen de aanvrager van de premie en de woning waarvoor de premie aangevraagd wordt bewijst.

Artikel 8 - Controle en fraude

De controle en het gebruik van de premie wordt geregeerd door de wet van 14 november 1983 betreffende de controle, de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Elke premie die op basis van een frauduleuze of valse aanvraag toegekend werd zal ingevorderd worden afgezien van eventuele gerechtelijke vervolgingen.

Artikel 9 – Voogdij

Huidig reglement treedt in voege van zodra de Voogdij haar toestemming gegeven heeft.

Onderhavige beraadslaging, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 27 februari 2015

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,
De dienstverantwoordelijke

De Burgemeester d.d.,
Bij opdracht,

Jean Noël

Bruno Collard